

Les entreprises publiques inquiètent

La dette des entreprises non financières s'est accrue de 3,4% en 2016 à 716 milliards de DH. À elles seules, les entreprises publiques ont enregistré un surplus d'endettement de 17 milliards de DH contre près de 7 milliards pour le secteur privé. Bien qu'une bonne partie de ces fonds soit allée à l'investissement, la situation préoccupe sérieusement la Banque centrale.

Après un recul de 2,8% en 2015, la dette des entreprises non financières est repartie à la hausse en 2016. Elle s'est ainsi accrue de 3,4% à 716 milliards de DH, soit environ 70% du PIB. Cette croissance provient à hauteur de 71% des entreprises publiques. «Celles-ci ont enregistré un surplus d'endettement de 17 milliards de DH à fin 2016», souligne Bank Al-Maghrib dans son dernier rapport sur la stabilité financière. La dette des entreprises privées s'est aggravée, elle, de près de 7 milliards (soit +1,5% après une baisse de plus de 2% en 2015).

La dette financière des entreprises publiques en 2016 a été caractérisée par un recul de 6,2% de sa composante Marché (essentiellement obligataire) et de 6% de sa composante Extérieure. En revanche, la dette bancaire a bondi de 24,4%, sa plus forte hausse depuis 2010. Si cette tendance reflète la poursuite de l'effort d'investissement pour certaines structures, «l'augmentation continue de la dette bancaire des entreprises non financières publiques constitue une source de préoccupation», admet la Banque centrale. Le marché bancaire représente, en effet, une part de 19,4% de l'endettement financier des entreprises publiques en 2016. Globalement, la dette bancaire, qui représente 67% de l'endettement des entreprises non financières (publiques et privées), a augmenté de 3,7% à 467 milliards de

dirhams en 2016, contre une baisse de 1,6% une année auparavant. Son ratio par rapport au PIB continue ainsi de monter pour se situer à 46%, contre 45,6% à fin 2015.

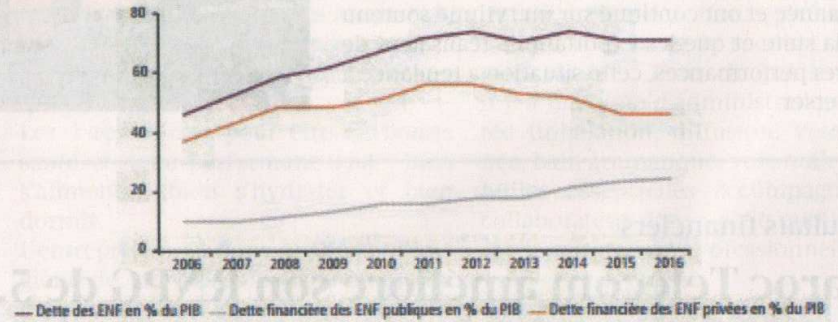
«Les emprunts bancaires contractés par les entreprises non financières ont été affectés principalement au financement des investissements et des besoins de trésorerie, avec des parts respectives de 47 et 41% de leur dette bancaire globale à fin 2016», est-il indiqué. Pour ce qui est de la dette bancaire destinée à financer la promotion immobilière, elle continue de se réduire pour ne peser qu'environ 12% de l'endettement bancaire des entreprises, «en lien notamment avec la poursuite du désendettement de certains grands groupes immobiliers». Concernant les créances en souffrance, elles ont augmenté de 8,1% en 2016, pour atteindre près de 48 milliards de DH. Ainsi, la part de ces créances dans la dette bancaire globale des entreprises non financières s'est élevée à 10,2%, contre 9,7% en 2015.

Par ailleurs, la dette extérieure des entreprises non financières affiche un ralentissement à 8,3%, contre une croissance moyenne de plus de 16% enregistrée sur la période 2006-2015. Là encore la Banque centrale sonne l'alarme sur les entreprises publiques.

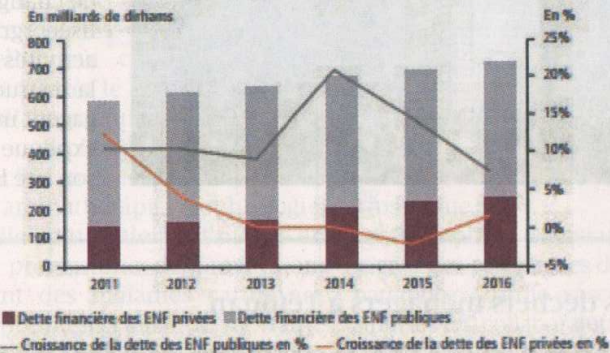
Et pour cause, la dette extérieure, qui a atteint un niveau relativement élevé (19% du PIB en 2016), «continue d'être

La dette extérieure, qui a atteint 19% du PIB en 2016, «continue d'être concentrée par les entreprises publiques, ce qui pourrait interpeller quant à leur couverture contre le risque de change, dans le cadre d'un régime plus flexible».

Evolution de la dette financière des entreprises non financières, en % du PIB



Evolution de la dette financière des entreprises non financières publiques et privées



Source : BAM

concentrée par les entreprises publiques, ce qui pourrait interpeller quant à leur couverture contre le risque de change, dans le cadre d'un régime plus flexible», avertit Bank-Al Maghrib. Celle-ci révèle, en outre, que les entreprises non financières recourent de moins en moins à la dette obligataire. L'encours de cette dernière a totalisé 30 milliards de DH en 2016, en repli de 11%

sur un an. «Cet effritement incombe majoritairement aux entreprises privées dont la dette obligataire a enregistré une baisse de 15%, après celle de 10% en 2015, et dans une moindre proportion aux entreprises publiques dont la dette obligataire s'est repliée de 6%, alors qu'elle avait progressé de 11% une année auparavant», signale le rapport. ■

Moncef Ben Hayoun